

copie dernier AN.

1

Intervention de Pierre Mauroy

Assemblée Nationale

22 Mai 1991

Monsieur le Président,
Madame le Premier Ministre,
Mes chers collègues,

En quelques jours, depuis votre nomination, Madame le Premier ministre, vous avez su donner un ton à la politique française.

Un ton direct. Un ton ferme. Un ton original.

Un ton qui traduit votre résolution et qui correspond parfaitement à la situation du moment et aux attentes des Français et des Françaises. Autant que vous pouvez compter sur notre confiance et notre soutien.

Votre nomination intervient pourtant dans une période délicate sans doute, difficile peut être, ouverte à l'espoir sûrement. L'espoir qui vient après l'épreuve.

Epreuve en effet, ces six mois marqués par la guerre du Golfe. Six mois au cours desquels le Président de la République a su rassembler les Français autour d'une politique toute entière tournée vers la paix et le nouvel ordre mondial. Nous en avons plusieurs fois débattu au sein de cette Assemblée, dans un climat de grande responsabilité.

Il est vrai que les exigences de la Paix, pour reprendre la belle expression de François MITTERRAND, ne sont pas toujours perçues avec le même degré de gravité que celles de la guerre. Et pourtant s'il est bien naturel

que chacun ici affirme ses convictions, sans doute serait-il souhaitable, sans doute serait-il même possible, de retrouver aujourd'hui sur l'essentiel une même exigence sur tous les bancs de cette Assemblée, au service de la République.

La démocratie est faite du débat d'idées et vous venez, Madame le Premier ministre, par delà cet hémicycle, de donner à l'ensemble des Français la teneur de votre programme et de votre politique.

Ce contrat que vous venez de proposer au pays ne présente certes pas une rupture par rapport à la gestion des gouvernements socialistes précédents. Il en assume même clairement la continuité.

Comment en irait-il autrement sous le second septennat de François Mitterrand qui a su rassembler la gauche et l'élargir à ceux qui ont donné un sens et un avenir à la majorité présidentielle ? Le bilan du Gouvernement de Michel ROCARD est considérable.

En s'attaquant à la grande pauvreté par le Revenu Minimum d'Insertion, par des actions en faveur du logement des plus démunis, par la lutte contre le sur-endettement des ménages, par le Plan Social Etudiants, n'est-ce pas votre Assemblée qui s'est honorée, souvent à de larges majorités, d'apporter réponse à de bien angoissants problèmes de notre temps.

N'est-ce pas cette Assemblée qui, sur proposition du Gouvernement, a innové - il est vrai avec des majorités plus relatives - sur les domaines de la justice fiscale et des prélèvements sociaux : réinstauration de l'impôt sur la fortune, réforme de la taxe d'habitation, création de la contribution sociale généralisée, adoption de la dotation de solidarité urbaine ; autant d'étapes d'une volonté affirmée de justice et de solidarité, volonté nourrie du concours des uns et des autres.

Des textes engagés n'ont pas encore trouvé leur aboutissement parlementaire : réforme de l'aide légale, refonte du Code Pénal, loi d'orientation sur la Ville, réglementation des écoutes téléphoniques...

Je suis heureux, Madame le Premier ministre, que vous ayez tenu à affirmer dans chacun de ces domaines la continuité de l'action entreprise.

Mais par delà cette continuité justifiée et nécessaire, vous avez tenu à exprimer aussi la volonté de franchir une nouvelle étape .

Une nouvelle étape rendue indispensable dans la perspective du grand Marché européen de 1993. Une nouvelle étape qui correspond aussi à l'idéal de justice sociale que partagent les socialistes, et plus largement tous ceux qui se réclament d'une majorité de progrès.

Il est naturel que des gouvernements se succèdent. Telle est la loi de notre démocratie. Il est naturel aussi que chacun marque sa différence. Elle tient à votre propre sensibilité, Madame le Premier ministre, à celle des ministres qui vous entourent et bien entendu aux exigences du présent.

Avant même de monter à la tribune de cette Assemblée, vous avez reçu un accueil chaleureux des Françaises et des Français. Le fait que pour la première fois dans l'histoire de la République une femme accède aux plus hautes responsabilités du gouvernement ne saurait se limiter à l'anedocte comme certains à droite ont voulu le laisser entendre, quelquefois même avec des propos vulgaires et déplacés.

Pour ma part, je considère qu'après le vote des femmes en 1944 accordé par le Gouvernement du Général De Gaulle, après la loi Veil en 1975 sur l'interruption volontaire de grossesse, après la loi Roudy sur l'égalité professionnelle de 1982, votre nomination témoigne d'un fait de société qui a le grand assentiment des Français et portera des conséquences bien au-delà même de l'action gouvernementale.

*

* *

La politique industrielle, l'Europe, la Formation, les grands dossiers sociaux : vous avez, Madame le Premier ministre, tenu à évoquer chacun de ces thèmes qui forment la fresque d'une action gouvernementale bien conduite. Mais, on l'a compris, cette énumération marque une évidence : la réalité est que ces grands sujets sont liés. Ils ont en commun le même objectif, la même ambition : combattre le chômage.

La priorité à l'emploi.

Affirmer la priorité à l'emploi n'est pas le plus facile. Et c'est pourtant là l'exigence de tout gouvernement. Il est vrai que dans ce domaine on attend beaucoup des socialistes. Mais qui, ici, peut prétendre pouvoir mieux qu'eux combattre ce mal absolu de la société ?

Comment aurait évolué la France si nous n'avions pas mis en place depuis 1982 le traitement social du chômage et en même temps affirmé une politique résolue d'efficacité économique ?

Où en serions-nous si nous n'avions pas, en affirmant nos choix européens, rétabli courageusement par des disciplines appropriées, les grands équilibres mis en cause par la crise économique ? Crise exceptionnelle qui a marqué ses effets dès les années 70 au point d'entraîner au cours de la décennie suivante, une mutation sans précédent de l'économie mondiale.

Désormais, l'expérience a démontré que le traitement social que nous avons effectué et le retour à la croissance que nous avons facilité pouvaient permettre d'endiguer la crue du chômage. Mais force est de reconnaître que le mal, lui, n'est pas vaincu.

La nouvelle politique industrielle.

A partir de ce constat, Madame le Premier ministre, vous souhaitez ouvrir une route nouvelle et supplémentaire. Personne ici ne saurait en sous-estimer la difficulté. Vous avez défini une nouvelle ambition industrielle pour la France. Vous l'avez fait en des termes sans équivoque, en n'hésitant pas à soutenir la comparaison avec les meilleurs : l'Allemagne, bien sûr, et le Japon.

C'est ce courage qui vous a valu de recevoir la confiance des milieux économiques, industriels et financiers. Situation sans doute bien agréable pour un Premier ministre socialiste ! Eh bien, ce défi, au nom de mon groupe, je vous propose de le relever ensemble.

A vrai dire, les efforts entrepris par les gouvernements successifs de François Mitterrand ont largement contribué à réconcilier les Français avec l'entreprise et chacun reconnaît qu'ils ont été importants : priorité à l'investissement, priorité à la Recherche industrielle, priorité à la Formation, priorité aux dotations du secteur public. Mais aujourd'hui, l'approche du marché intérieur européen impose un "coup de collier" supplémentaire.

Certes la politique économique poursuivie depuis 1982 a créé un climat favorable. Mais il ne suffit pas à lui seul à équilibrer nos échanges extérieurs.

Historiquement la France a affirmé tardivement sa vocation industrielle. Elle n'a pas encore totalement épousé la mentalité qui caractérise ses grands concurrents. Nous soutenons votre volonté d'orienter davantage l'épargne vers l'industrie, de porter une attention plus marquée aux fonds propres de nos entreprises, en un mot, d'affirmer l'urgence affichée de ce qu'on appelait jadis "l'impératif industriel".

Cette urgence, vous l'avez symboliquement traduite, dans la structure même de votre gouvernement. Des synergies devaient être créées entre des départements ministériels jusqu'à présent trop éloignés. La greffe ainsi

réalisée, j'en suis convaincu, peut prendre et donner des résultats appréciables.

Faut-il s'étonner que ce soient ceux-là mêmes qui n'avaient d'autre ambition que de faire disparaître le Ministère de l'Industrie qui, aujourd'hui, sont les plus sceptiques devant la réforme que vous venez d'accomplir ?

Faut-il souligner, alors que nous souhaitons mettre la finance au service de l'industrie, que ce fut, au travers des privatisations, l'industrie que le gouvernement d'alors mit au service des intérêts financiers ?

Mais je veux souligner que ce dynamisme industriel, la France ne l'atteindra pas au prix d'un recul social.

Au moment où tant de rapports témoignent que le coût salarial de l'industrie française est inférieur à celui de ses concurrents directs, je suis convaincu, Madame le Premier ministre, que nous avons à résister à ceux qui présentent comme une panacée ce qui serait en définitive l'alignement de l'économie française sur le modèle de Taïwan.

*

* *

Ceci nous amène à la deuxième grande priorité qui est la vôtre et celle exprimée par le Président de la République d'une formule : objectif 1993 pour l'Europe. Car nous voici maintenant à la veille de cette ouverture des frontières que nous avons décidée.

Nous en assumons clairement les conséquences qu'il s'agisse de la libre circulation des personnes, des biens ou même des capitaux puisque la politique de Pierre Bérégovoy nous a placés dans la situation de ne rien avoir à craindre de ces vents du large.

Mais au-delà nous savons que l'Europe est porteuse d'autres espoirs. La crise du Golfe a mis en évidence la nécessité d'une plus grande coopération en matière de diplomatie et de défense. L'intégration européenne est désormais subordonnée à l'émergence d'une Europe politique, condition de l'émergence d'une réelle Europe sociale.

Vous aurez, Madame le Premier ministre, au cours des mois à venir, à préparer des conférences intergouvernementales sur l'union politique et l'union économique et monétaire. Ce seront sans doute là, sous l'autorité du Président de la République, les décisions les plus importantes de votre gestion. N'en doutez pas, elles marqueront l'avenir.

Et je vous dis, j'ai confiance, car je sais que vous ne céderez ni à un protectionnisme à courte vue ni à quelque naïf enthousiasme libéral.

C'est votre gouvernement qui parachèvera l'entrée de la France dans le marché unique de 1993.

Les Socialistes ont joué un grand rôle dans la négociation du Traité de Rome. Ils sont de nouveau au rendez-vous de l'Europe du prochain siècle. Une Europe économique qui crée un espace de croissance et si possible de plein emploi, une Europe politique qui se donne une identité en matière de sécurité et de défense, une Europe sociale qui se définisse comme une véritable harmonisation, par le haut bien entendu ! Une Europe industrielle qui ne soit ni une forteresse, ni une maison ouverte à tous les vents.

Je voudrais préciser ma réflexion sur ces deux derniers aspects. Vous avez, Madame le Premier ministre, attaché votre nom aux réflexions qui touchent la nécessité de protéger les marchés européens, contre les pratiques déloyales de certains de nos concurrents.

Pour être libre-échangiste, il faut en effet être deux. Et la Communauté l'est davantage, dans bien des cas, que les Etats-Unis ou le Japon.

Nous sommes et vous avez bien fait de le souligner, dans une guerre économique, nous sommes aussi dans une guerre commerciale. Nous approuvons donc votre fermeté et surtout votre lucidité.

Le second aspect sur lequel je voudrais insister concerne l'Europe sociale. Celle-ci a, hélas, pris un certain retard par rapport à l'Europe économique. Et ce retard n'est pas le fait de la France qui n'a cessé de se battre pour faire triompher cette Europe-là. Je rappelle que c'est sous présidence française en décembre 1989 qu'a été adoptée la charte des droits sociaux fondamentaux. Depuis lors les avancées sont insuffisantes et l'on sait bien pourquoi.

Il n'est qu'un moyen pour sortir de ce blocage : c'est que dans le nouveau traité sur l'Union politique de l'Europe, les votes à la majorité qualifiée soient élargis aux matières les plus importantes du Droit social.

La formation et les dossiers sociaux.

Cette politique industrielle volontaire, cette politique européenne ambitieuse ne se feront pas sans une politique sociale attentive.

Vous avez mis à l'ordre du jour le thème de la Formation. Il est, je crois, essentiel. Essentiel quand il s'agit des grandes écoles d'ingénieurs. Mais essentiel aussi pour l'ensemble de la maîtrise et des ouvriers qualifiés.

Accroître la qualification, c'est donner à tous les meilleurs chances sur le marché du travail. Il est inadmissible que les pénuries locales de qualifications existent et que des postes de travail ne trouvent pas à être pourvus.

Ce constat ne suppose aucune remise en cause d'acquis sociaux. Ceux-ci existent, en particulier concernant la scolarité obligatoire qui correspond à

l'évolution générale de nos sociétés. Il n'est pas dans notre rôle de les remettre en cause. Mais il est dans notre rôle en revanche, de faire en sorte que cette période allongée de scolarité ne soit pas perdue. Et là je vous donne acte qu'il faut, sans crainte et sans fausse pudeur, soulever ce problème, en discuter et le résoudre.

Politique attentive aussi pour les grands dossiers sociaux.

Sur le dossier des retraites, vous savez notre attachement au maintien de la retraite à 60 ans, et à la consolidation du mécanisme de répartition. Pour le reste, il est un phénomène biologique d'allongement de la vie dont il faut tirer toutes les conséquences, au niveau du financement des retraites.

Le Livre Blanc nous invite à un effort de courage et de lucidité. Nous le prenons avec vous.

En ce qui concerne l'évolution de notre système de santé, le même devoir de lucidité et le courage s'impose. Les Français tiennent à leur Sécurité Sociale.

Qu'ils sachent qu'elle sera défendue par le gouvernement. Nous devons trouver dans la maîtrise concertée de la croissance des dépenses de santé la voie juste et durable qui nous évitera la cascade des plans d'économie, dont certains, dans un passé récent, entre 86 et 88, ont frappé les plus démunis.

*

* *

Tout est question, maintenant, de volonté politique. Certains, ici mettront en évidence l'étroitesse de votre majorité parlementaire. Chanson vieillotte. Ici même à cette tribune, je répondais le 29 juin 1988 exactement aux mêmes arguments.

Les choses ont-elles totalement changé depuis ? Certes, à l'occasion de votre nomination, on a vu resurgir l'approche dogmatique d'une certaine droite. Sans doute ceux-là sont-ils tentés de confondre conviction et obstruction. Je laisse à l'opinion le soin de les juger.

Mais je suis convaincu, Madame le Premier ministre que votre manière d'aborder les problèmes trouvera sa majorité au sein de cet hémicycle. Le message des socialistes est simple. Aujourd'hui comme hier, ils s'inscrivent dans la même équation politique : celle-là même qui a fondé la victoire de François Mitterrand en 1988 : le rassemblement à gauche et l'élargissement aux forces de progrès.

Telle est la dynamique, tel est l'avenir. Au moment où la France aborde une période de choix décisifs, au moment où il apparaît clairement que la réussite économique est inséparable d'une grande politique sociale, j'invite chacun ici à s'interroger sur les conséquences d'attitudes qui priveraient la France de la continuité institutionnelle indispensable à son avenir.

Cette impérieuse nécessité d'une politique de transformation sociale, que nous socialistes, apercevons clairement, d'autres, à leur tour, peuvent la voir. Et en particulier ceux qui, ensemble, forment une majorité absolue potentielle. Ceux qui forment une majorité du possible autour du rassemblement à gauche et de la majorité présidentielle.

Madame le Premier ministre, je ne doute pas un seul instant que les projets de réformes que vous venez de présenter à l'Assemblée trouveront, le moment venu, leur majorité. En tout cas, le groupe des socialistes et des radicaux de gauche, vous assurent, par ma voix, de son soutien et de ses vœux.